

*L'économie*

La semaine dernière, le premier ministre (M. Trudeau) a évoqué la situation extraordinairement difficile dans laquelle nous nous trouvons. Il n'a pas promis de solution rapide et facile car il n'en existe pas. Il a cependant tracé la voie à suivre pour redonner à notre pays ses chances de survivre économiquement, dans un monde où la survie du plus apte est devenue la règle.

La récession mondiale a entamé les forces vives de notre économie. Nous avons perdu un demi million d'emplois au cours des 12 derniers mois. Près d'un million et demi d'entre nous se cherchent du travail. Beaucoup d'autres ont abandonné temporairement la recherche d'un emploi rémunéré. A peu près aucun Canadien n'a échappé aux effets de la récession. Dans toutes les régions du pays, ceux qui n'ont pas subi le pire ont des parents, des amis ou des voisins qui sont aux prises avec les difficultés et l'insécurité, qu'il s'agisse des travailleurs du textile au chômage au Québec, des pêcheurs inactifs dans la région de l'Atlantique, des travailleurs forestiers réduits à l'inactivité en Colombie-Britannique, des mineurs ou des travailleurs de l'automobile mis à pied en Ontario.

*[Français]*

Dans tout le pays, dans les locaux syndicaux et les conseils d'administration, dans les usines, les ateliers et les bureaux, les Canadiens luttent pour conserver leur gagne-pain, le bien-être de leur famille et leur espoir d'un avenir meilleur. L'hiver n'apportera de répit dans cette lutte qu'à un trop petit nombre d'entre eux. Les Canadiens savent cependant que la reprise est possible et que les prochains mois seront décisifs pour nos efforts de redressement de l'économie. Ils savent que l'adversité nous a amenés à mettre de côté nos divergences et à aborder la gestion de notre économie avec un sens accru des réalités et de l'intérêt national, dans un esprit renouvelé de coopération.

Les gens de ce pays reconnaissent que la récession est un problème global. Ils ne savent que trop que le Canada, grand pays commerçant, a été plus durement touché que beaucoup d'autres pays. Mais les gens savent aussi que nous ne nous laissons pas dériver dans le courant des événements internationaux. Ils comprennent que nous pouvons mobiliser nos énergies pour faire du Canada un pays plus solide, que nous pouvons sortir de la récession avec la capacité de soutenir la concurrence, de prospérer et d'exploiter pleinement notre énorme potentiel économique.

Nous avons réalisé des progrès remarquables depuis le mois de juin dans la mise en œuvre du programme des 6 et 5 p. 100 instauré par mon prédécesseur, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacEachen), dans le but de briser l'inflation et de jeter les fondations d'une reprise durable. Les initiatives fédérales à cet égard ont reçu une réponse positive et un large appui des autorités provinciales et du secteur privé. L'inflation, les taux d'intérêt et les taux hypothécaires sont en baisse. Nos perspectives sont nettement plus encourageantes qu'au début de l'été.

• (1520)

*[Traduction]*

Les Canadiens ont reçu la semaine dernière du premier ministre l'assurance ferme que le gouvernement du Canada ne saurait en aucune façon supprimer les mesures de soutien social pour les abandonner à leur sort. Le gouvernement n'entreprendra pas de serrer la vis à l'économie, de sabrer à coup de milliards dans les dépenses publiques ou d'extirper l'inflation par n'importe quel moyen. Le gouvernement continuera d'agir avec détermination pour persuader ceux d'entre nous qui sont forts et prospères de venir en aide aux plus faibles et aux plus vulnérables, en ces temps difficiles que nous traversons. Comme l'a déclaré mon prédécesseur en juin dernier:

Le Canada a été bâti sur la solidarité et le partage. Le partage, voilà ce dont ont besoin maintenant les chômeurs, les nombreuses entreprises en difficulté, les milliers de personnes menacées par les mises à pied. Je compte sur tous les Canadiens pour participer à l'effort collectif de ralentissement de l'inflation.

Je souscris sans réserve à ce principe fondamental du gouvernement libéral. C'est la raison pour laquelle je propose aujourd'hui de réaffecter plus d'un milliard de dollars, pris sur les programmes de dépenses existants, pour financer un nouveau programme d'emploi, stimuler l'industrie du bâtiment et accélérer l'expansion et la modernisation du réseau ferroviaire dans l'Ouest. C'est pourquoi je propose des modalités qui éviteront aux travailleurs et aux employeurs de ce pays de supporter entièrement le poids de plus en plus lourd de l'assurance-chômage. C'est aussi pourquoi je propose au Parlement une série d'aménagements fiscaux qui soulageront les particuliers et les entreprises de leur fardeau administratif et financier.

Il y a maintenant 48 jours que je suis ministre des Finances. J'ai reçu dix fois plus de suggestions. Je désire réfléchir et approfondir nombre de ces propositions lors de nouvelles consultations. Certains croient peut-être que la présentation immédiate d'un budget s'impose; il en est même qui exigeraient un budget tous les trois mois si le dernier en date ne remédiait pas à tous les maux de l'économie. Cependant, je peux affirmer que, au cours de toutes les consultations que j'ai eues, personne ne m'a pressé de déposer un budget immédiatement, certains me conseillant même d'attendre jusqu'au printemps.

Je ne me laisserai pas précipiter dans l'action uniquement pour donner l'impression de faire quelque chose. Il reste devant la Chambre de nombreux projets de loi urgents, découlant des budgets précédents, sur lesquels il faut statuer. Il y a certes d'autres questions critiques à étudier et à régler, mais je veux en arriver à des décisions qui soient sensées, constructives et durables et je prendrai le temps qu'il faudra pour cela.

Depuis ma nomination à ce ministère, j'ai mené des consultations intensives auprès des milieux d'affaires, des travailleurs, des coopératives, des groupements féminins, des économistes, des professionnels et des ministres provinciaux des Finances, entre autres personnes. Je leur suis reconnaissant de leurs observations. J'ai également reçu des avis utiles des membres de cette Chambre, de tous les partis. Je désire rendre un hommage particulier au comité de la Chambre qui a examiné les motions détaillées de voies et moyens résultant des deux derniers budgets.